

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU: 45e SESSION

english version page 12

Du 30 Janvier au 10 Mars 1989 se tiendra à Genève la 45e session de la Commission des Droits de l'Homme. Un ordre-du-jour chargé avec l'examen des procédures internationales et de situations concrètes de violations des droits de l'homme. Les gouvernements déterminent généralement leur position à l'avance. Il s'agit donc de les contacter dès maintenant.

■ GRAND FORUM ONUSIEN

La Commission des Droits de l'Homme est un organe du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'Assemblée Générale de l'ONU. Sa réunion annuelle à Genève constitue un vaste forum international où pratiquement toutes les questions de l'homme sont abordées. 43 Etats en sont membres et plusieurs dizaines d'autres sont représentés. Une centaine d'organisations non-gouvernementales (ONG) concernées par les droits de l'homme participent aussi à ses travaux, tandis que, chaque année, la Commission voit défiler un grand nombre de Ministres venus souvent plaider la cause de leur pays.

Chaque année, la Commission est saisie d'une montagne de rapports soumis par sa Sous-Commission, par les Groupes de travail qu'elle a constitués (par exemple sur les minorités, le droit au développement, les disparitions forcées), par ses Rapporteurs et Représentants spéciaux (sur la question de la torture, des exécutions sommaires, de l'intolérance religieuse, des mercenaires, et sur des situations nationales: El Salvador, Chili, Afghanistan, Iran), par le Secrétariat et par plusieurs experts (notamment sur la Palestine, le Guatemala, Haïti et la Guinée Equatoriale).

Les ONG dotées du statut consultatif contribuent largement aux travaux de la Commission par leurs déclarations écrites et orales (voir encadré).

■ DÉCLARATIONS ET CONVENTIONS

Les principes contenus dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 étaient magnifiques. Encore fallait-il les préciser puis les mettre en pratique. C'est à cet énorme travail que la Commission s'est attelée en préparant au fil des ans nombre de déclarations et de conventions internationales. Une fois adoptées par l'Assemblée Générale de l'ONU, ces conventions doivent encore être ratifiées par les Etats-membres. Sinon, les mécanismes de contrôle mis au point après de laborieuses négociations restent lettre morte. La Commission examine ainsi chaque année la liste des pays ayant ratifié les principales conventions.

Parallèlement, la Commission poursuit son **effort de codification** en préparant des mécanismes complémentaires. Lors de la 45e session, la Commission poursuivra ainsi ses travaux sur plusieurs projets:

● **les défenseurs des droits de l'homme** (projet de déclaration) Sous la présidence de l'Australie, avec l'active participation de la Norvège et du Canada, le groupe de travail a sensiblement avancé dans la rédaction de ce projet essentiel pour les organisations droits de l'homme. L'on pourrait espérer que les ONG y accordent un plus grand intérêt. Le groupe de travail se réunit à Genève durant la semaine précédant la session.

● les droits des minorités (projet de déclaration)

Le projet a été rédigé par la Yougoslavie. Chaque Etat-membre ayant sa ou ses questions de minorités, le Groupe de travail marche sur des œufs, et les progrès sont à peine visibles. Là aussi, les ONG pourraient être plus actives.

● l'abolition de la peine de mort (protocole facultatif)

La Sous-Commission a finalement décidé de transmettre à la Commission le rapport préparé par l'expert belge Marc BOSSUYT. L'Allemagne Fédérale prend généralement l'initiative sur ce dossier. Ce qui est envisagé, c'est la rédaction d'un protocole facultatif au Pacte international sur les droits civils et politiques, dans lequel les Parties s'engageaient à supprimer la peine de mort.

● les droits des malades mentaux (projet de déclaration)

La Sous-Commission a adopté cette année un projet qu'elle soumet à la Commission. Il paraît souhaitable que la Commission décide de soumettre ce projet à la consultation des Etats-membres, des institutions spécialisées et des ONG.

● l'indépendance des juges et des avocats (projet de déclaration)

La Sous-Commission a adopté le projet de son expert indien, M. SINGHVI, et la Commission aura à étudier ce document, fruit d'une longue étude sur la nécessité et les obstacles à l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire. L'on sait que cette indépendance constitue un baromètre de la situation des droits de l'homme dans tous les pays.

● droits des enfants (projet de convention)

Après huit années de négociations, le Groupe de travail de la Commission a achevé la rédaction d'un projet de convention sur les droits des enfants. Une session supplémentaire, fin 1988, devrait permettre le "nettoyage" du projet, qui pourrait alors être adressé à l'Assemblée Générale pour adoption en 1989.

● disparitions forcées (projet de déclaration)

La Sous-Commission a rédigé un avant-projet qu'elle a envoyé aux Gouvernements pour réaction. En principe donc, ce document ne sera pas examiné par la Commission, puisque la Sous-Commission a préféré revoir son projet dans sa session d'août 1989 sur la base des commentaires qu'elle aura reçus. Le texte méritant effectivement d'être amélioré, il est à souhaiter que la Commission ne l'examine pas pour l'instant.

■ MÉCANISMES DE CONTRÔLE

Au cours de ces dernières années, la Commission ne s'est pas contentée de rédiger de nouvelles déclarations et conventions qui seront, un jour, soumis à la ratification des Etats-membres. Elle a pris les devants et a mis sur pied, avec l'approbation

de l'ECOSOC, ses propres mécanismes de contrôle. La Commission a ainsi constitué un Groupe de travail sur les disparitions forcées (cinq membres) et a nommé des Rapporteurs spéciaux sur la torture, les exécutions sommaires, l'intolérance religieuse et les mercenaires. Le Groupe de travail et les Rapporteurs présentent chaque année un rapport détaillé, portant à la fois sur les mesures à prendre pour lutter contre le type de violation étudié et sur les Etats qui ont recours à de telles pratiques. Lors de la session 1988, la Commission a décidé de confier des mandats de deux ans au Groupe de travail et aux Rapporteurs.

■ LES JEUNES ET LES DROITS DE L'HOMME

En 1989, la Commission examinera aussi la question du "rôle de la jeunesse dans la promotion et la protection des droits de l'homme". Nul doute que la question Mazilu sera évoquée à cette occasion (cf ci-après sous "Roumanie"). Toutefois, la question principale de ce point de l'ordre du jour est celle de l'objection de conscience au service militaire.

En 1987, la Commission adoptait une résolution historique sur l'objection de conscience (1987/46): première résolution de l'organisation universelle, elle a marqué une étape significative dans la reconnaissance du rôle de la conscience dans les relations d'un individu avec l'Etat. Ces dernières années, des progrès importants ont été enregistrés dans plusieurs Etats-membres sur le plan de la reconnaissance du droit à l'objection de conscience. Toutefois, des centaines de jeunes sont encore condamnés chaque année à la prison du fait de leur refus de s'en prendre à la vie humaine. (*)

■ LES DROITS DES ONG

Les organisations non-gouvernementales (ONG) qui ont le statut consultatif auprès de l'ECOSOC peuvent intervenir dans les débats de la Commission, de la Sous-Commission et des Groupes de travail de ces deux organes, en soumettant des communications et en présentant des exposés.

1. En ce qui concerne les communications écrites, les ONG peuvent suivre plusieurs procédures:

- la **procédure confidentielle**: procédure des plaintes concernant des violations graves et systématiques des droits de l'homme (dite "procédure 1503". Les ONG et les groupes et personnes concernées peuvent soumettre au Secréariat de l'ONU des documents et témoignages concernant n'importe quelle situation dans le monde. Ces plaintes sont examinées confidentiellement par la Sous-Commission, puis (si la Sous-Commission retient la plainte) par la Commission.
- les ONG sont aussi invitées par le Secréariat de l'ONU à présenter leurs **commentaires et suggestions** sur les études en cours (souvent au niveau de la Sous-Commission)
- les ONG peuvent aussi soumettre des communications écrites et des plaintes au **Groupe de travail sur les Disparitions forcées, aux Rapporteurs et Représentants spéciaux, aux experts et aux Groupes de travail** de la Sous-Commission et de la Commission, qui les examinent conformément à leur mandat respectif.

(*) pour coordonner vos efforts à ce propos, nous vous conseillons de vous adresser au bureau des Quakers à Genève (Av. du Mervelet 13, 1209 Genève, tel. 022 - 33 33 97)

TOUTES LES COMMUNICATIONS ECRITES PEUVENT ADRESSEES AU CENTRE DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES, AVEC LA MENTION DE LA PROCEDURE, DU GROUPE DE TRAVAIL ou DU RAPPORTEUR ou REPRESENTANT SPECIAL, A L'ADRESSE SUIVANTE:

(titre de la procédure)
CENTRE DES DROITS DE L'HOMME
PALAIS DES NATIONS
1211 GENEVE 10.

● enfin, pour les sessions des Groupes de travail, de la Sous-Commission et de la Commission, les ONG peuvent si possible avant la session, présenter des **déclarations écrites** qui, si elles sont acceptées par le Secréariat de l'ONU, sont traduites dans toutes les langues officielles et circulent comme document de la session. Ces déclarations écrites doivent se référer à un point précis de l'ordre-du-jour, être courtes (2-3 pages maximum) et rédigées en des termes non polémiques.

2. En ce qui concerne les **communications orales**, les ONG peuvent présenter en exposé oral à chaque point de l'ordre-du-jour. Il y a deux conditions: au maximum 10 minutes (soit 2-3 pages), et traiter du sujet inscrit à l'ordre-du-jour. Pour le reste, il n'y a pas de limitation de substance (possibilité d'évoquer toute situation de violations des droits de l'homme). Il est toutefois important que les ONG évitent les répétitions, qui lassent les délégués.

☐ 11.87/si

■ DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

La Commission des Droits de l'Homme discute aussi chaque année de la réalisation du Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels. Elle le fait conjointement avec un examen du droit au développement. Le débat sur ces questions a souvent de la peine à dépasser le niveau de la confrontation idéologique. Néanmoins, les enjeux sont considérables, et la Commission conclut généralement son débat par l'adoption de plusieurs résolutions substantielles. Lors de sa session 1988, la Commission a ainsi adopté des résolutions sur son Groupe de travail sur le droit au développement (ouvert à tous les Etats-membres), les droits de l'homme (condition essentielle à la réalisation de la justice sociale), la participation populaire (facteur de développement), la nécessité d'un nouvel ordre économique international, le droit à un habitat décent.

Nul n'ignore les gigantesques difficultés économiques de la plupart des pays des continents du Sud. Dans ces conditions, il est évidemment plus difficile de promouvoir le respect des droits économiques, sociaux et culturels que celui des droits civils et politiques. L'un n'allant pas sans l'autre, il serait utile que les ONG accordent une plus grande attention aux droits économiques, sociaux et culturels.

■ PAYS EXAMINÉS

Pour plusieurs pays connaissant des violations graves et systématiques des droits de l'homme, la Commission a un Rapporteur ou Représentant spécial. C'est le cas du Chili, du Salvador, de l'Afghanistan et de l'Iran. La Commission a aussi un groupe d'experts sur la situation en **Afrique Australe** et dans les **territoires occupés par Israël**. Enfin, dans le cadre

du programme des "services consultatifs", la Commission a un expert pour **Haïti**, un pour le **Guatemala** et un pour la **Guinée équatoriale**. Pour d'autres situations, la Commission s'est jusqu'à présent contentée des résolutions sans pour autant mettre en place un mécanisme de contrôle: le **Sahara occidental**, le **Kampuchéa** (droit à l'auto-détermination), **Chypre**, l'**Albanie**. Enfin, lors de sa session de 1988, la Commission a accepté l'invitation du Gouvernement du **Cuba** d'envoyer dans ce pays une délégation d'observateurs.

Au cours de l'année écoulée, dans tous ces pays et territoires la situation des droits de l'homme n'a pas connu d'amélioration substantielle, et l'on peut espérer que la Commission, lors de sa session de février-mars 1989 confirmera ses décisions antérieures et prolongera tous ces mandats. Or, cela ne va pas de soi:

● **les récents processus de paix** engagés ou favorisés par les Nations Unies sont allés de pair avec une évacuation quasi-automatique du dossier des droits de l'homme.

Les Etats-membres hésitent à confirmer la condamnation de l'une des parties aux négociations. Pour ne pas entraver les bons offices du Secrétariat Général, l'on préfère s'abstenir d'examiner la situation des droits de l'homme. Dans les pourparlers sur **Chypre**, l'on semble ainsi oublier le sort des milliers de Chypriotes grecs disparus lors de l'intervention turque en 1974. Le cessez-le-feu entre l'**Iran** et l'**Irak** permet aux armées de ces deux pays de se retourner contre leurs populations **kurde**, qui sont massacrées dans le silence absolu de la communauté internationale. Dans le dossier du **Cambodge**, les crimes perpétrés par les Khmers Rouges n'ont toujours pas été condamnés, alors que les auteurs se préparent à reprendre le pouvoir dans le cadre d'un processus appuyé par les Nations Unies.

Cette tendance déjà perceptible ces dernières années (que l'on pense au dossier sri-lankais) est de plus en plus marquée. Aussi, les ONG suivant des dossiers particuliers devraient y être attentifs et chercher à obtenir dès maintenant des engagements concrets de la part des membres de la Commission. Ce sont les résolutions sur l'**Afghanistan** (Rapporteur spécial), l'**Iran** (Représentant spécial), sur **Chypre** et le **Sahara occidental** qui sont en jeu.

● **les processus de démocratisation** de certains pays constituent un autre écueil. Là aussi, la tendance est très nette: dès qu'un régime dictatorial se démocratise tant soit peu, la Commission des Droits de l'Homme conclut hâtivement à une amélioration et cesse son examen de la situation. On l'a vu ces dernières années dans le cas du **Guatemala** et de **Haïti**, dont les dossiers ont été transférés au programme des "services consultatifs" tandis que de graves violations des droits de l'homme continuent à se produire. Il en va de même pour les **Philippines**, personne ne voulant condamner un Gouvernement civil après une si longue dictature. Il faudra donc suivre de près la question du **Chili**: même si le dictateur reste, le référendum s'est tenu dans de bonnes conditions, et sur le plan des droits de l'homme, les raisons des Etats ne sont pas nécessairement conformes au bon sens.

● **les Rapporteurs et Représentants spéciaux**. Au vu de ce qui précède, les mandats des Rapporteurs et Représentants sur le **Chili**, l'**Iran** et l'**Afghanistan** ne seront pas reconduits sans peine. La question est aussi très délicate pour le **Salvador**: ces dernières années les Etats-Unis et plusieurs pays qui leur sont proches ont remis en question le mandat du Représentant spécial sur le Salvador. La délégation américaine ayant obtenu (partiellement)

gain de cause sur le dossier cubain lors de la session 1988, elle pourrait porter tout son poids sur le dossier salvadorien. C'est dès maintenant que les organisations droits de l'homme doivent chercher les appuis indispensables pour le renouvellement de ces mandats.

● **la visite à Cuba**. A l'invitation du Gouvernement cubain, la délégation de la Commission a visité Cuba en septembre 1988. Son rapport est attendu avec intérêt. Souhaitons que la Commission ne perdra pas de précieuses journées dans de stériles débats de procédure pour décider à quel point de l'ordre-du-jour ce rapport devra être examiné. Car de telles pertes de temps ne peuvent qu'avoir des effets négatifs sur l'examen des autres situations.

LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

Pour la 45^e session de février-mars 1989, les membres de la Commission des Droits de l'Homme seront les suivants:

Argentine	1990
Bangladesh	1991
Belgique	1991
Botswana	1990
Brazil	1989
Bulgarie	1990
Canada	1991
Chine	1990
Colombie	1991
Cuba	1991
Chypre	1991
Ethiopie	1991
France	1989
Gambie	1990
République Démocratique Allemande	1989
République Fédérale Allemande	1990
Inde	1991
Irak	1989
Italie	1989
Japon	1990
Mexique	1989
Maroc	1991
Nigeria	1990
Pakistan	1989
Panama	1991
Perou	1990
Philippines	1989
Portugal	1990
Ruanda	1989
Sao-Tomé et Principe	1990
Senegal	1989
Somalie	1989
Espagne	1990
Sri-Lanka	1990
Swaziland	1991
Suède	1991
Togo	1989
Ukraine	1991
Union Soviétique	1991
Royaume Uni	1990
Etats-Unis	1989
Venezuela	1990
Yugoslavie	1989

(entre parenthèse l'année d'expiration de leur mandat)

■ AUTRES QUESTIONS URGENTES

A cette liste des cas examinés par l'ONU, il convient d'ajouter les **préoccupations des organisations droits de l'homme**. Plusieurs pays sont le théâtre de graves violations des droits de l'homme et nombre d'ONG préparent des initiatives pour attirer l'attention de la Commission des droits de l'homme à leur propos:

● **Colombie.** Lors de la session 1988 de la Commission, près de 20 ONG sont intervenues pour apporter des témoignages sur les centaines de cas de disparitions et d'assassinats. Les autorités colombiennes ont admis l'existence de plus de 200 groupes para-militaires opérant en toute impunité dans le pays. La Commission n'a toutefois pris aucune mesure. Cet été, la Sous-Commission n'a pas retenu le cas colombien dans la procédure confidentielle, alors qu'une grande partie des plaintes reçues concernaient ce pays. La situation colombienne est d'une telle gravité que la Commission devrait prendre des mesures exceptionnelles.

● **Haïti.** Lors de sa session 1988, la Commission a une nouvelle fois accordé aux autorités haïtiennes le bénéfice du doute en laissant cette question inscrite au programme des "services consultatifs". La Sous-Commission a adopté une résolution plus sévère en recommandant que la Commission, lors de sa session 1989, nomme un Rapporteur spécial sur cette question.

● **Honduras.** La situation dans ce pays est très sérieuse. Une politique systématique de répression est en place. Le Honduras vient de faire l'objet d'une condamnation de la Cour Interaméricaine, plusieurs témoins devant la Cour ayant été assassinés. L'on peut aussi craindre le pire avec les centaines de membres de la "contra" séjournant au Honduras et qui sont "sans emploi" vu l'échec de leur tentative de renverser le gouvernement du Nicaragua.

● **Paraguay.** L'an dernier, dans sa procédure confidentielle, la Commission a décidé que si la situation ne s'améliorait pas, le cas du Paraguay serait dorénavant examiné en procédure publique avec un Rapporteur spécial. La persistance des violations des droits de l'homme dans ce pays devrait inciter la Commission à passer aux actes.

● **Pérou.** Bien que son Gouvernement ait été démocratiquement élu, le Pérou connaît le plus grand nombre de cas de disparitions forcées. Depuis plusieurs années, les organisations droits de l'homme du Pérou multiplient les appels à la communauté internationale. Le Groupe de travail sur les disparus a visité le pays, a présenté un rapport très dur, mais aucune mesure n'a été prise par la Commission. Dans le dossier péruvien, les obstacles sont nombreux et seule une initiative commune d'un grand nombre d'ONG pourrait conduire à l'adoption de mesures par la Commission.

● **Erythrée.** Voilà près de 40 ans que se poursuit dans l'indifférence générale la lutte de libération en Erythrée. Les violents affrontements militaires vont de pair avec une politique de rétorsion de la part des autorités éthiopiennes: massacres, utilisation d'armes chimiques contre la population, famine, etc. Plusieurs ONG ont formé une coalition pour rompre le silence au plan onusien.

● **Kurdistan.** Autre peuple oublié, les Kurdes sont opprimés dans plusieurs pays. En Turquie, Irak et Iran, les forces armées rasant des villages, commettent des massacres, torturent des milliers de prisonniers. En 1988, l'Irak a même utilisé à plusieurs reprises les armes chimiques contre la population civile, tuant des milliers de personnes.

● **Roumanie.** Les lubies du dictateur Ceausescu prennent des proportions inouïes et indisposent les plus fidèles alliés de la Roumanie. La décision de raser des milliers de villages, spécialement dans les régions peuplées de minorités (allemande et hongroise), entraîne de graves violations des droits de l'homme. Lors de la session 1988 de la Sous-Commission, l'affaire Mazilu a été au centre des débats. Expert de la Sous-Commission, Rapporteur spécial sur la jeunesse, M. Mazilu a été empêché de participer aux travaux de la Sous-Commission, qui prie l'ONU de suivre de près cette question et de demander un avis consultatif à la Cour International de Justice à La Haye. Dans plusieurs instances, la Roumanie a été condamnée pour ses violations systématiques des droits de l'homme, et des efforts concertés des ONG pourraient aider la Commission à adopter une position claire à ce propos.

● **Philippines.** Les activités des organisations para-militaires continuent à se développer. Au point que la situation des droits de l'homme est aussi mauvaise que sous la dictature de Marcos. Depuis plus de deux ans, la Commission épargne la Présidente, Mme ACQUINO, démocratiquement élue, mais celle-ci ne contrôle pas la situation. Plusieurs victimes philippines viendront à Genève témoigner devant la Commission, et il serait important que les Gouvernements occidentaux s'expriment dans ce débat.

● **Tibet.** Plusieurs ONG ont uni leurs efforts pour exposer la dure répression dont est victime la population tibétaine. Lors de la session 1988 de la Commission, les délégués ont entendu le témoignage de Lord ENNALS qui rentrait d'une mission au Tibet. Depuis, les manifestations se sont multipliées et ont été réprimées avec la même brutalité. Il serait important que des délégations gouvernementales manifestent publiquement leur préoccupation.

● **Timor.** Les rapports reçus par le Service International montrent que les dénonciations proférées par les ONG ces dernières années sous-estimaient la réalité. La situation est pire que les spécialistes ne l'imaginaient. Les forces armées indonésiennes ont recours à presque toutes les pratiques inhumaines connues à ce jour. La diplomatie indonésienne a aussi montré qu'elle n'était pas prête au dialogue. Pendant ce temps, la cause timoraise progresse au plan international: le Portugal est maintenant appuyé, bien que du bout des lèvres, par les pays-membres du Marché Communs, et plus de 200 membres du Congrès américain viennent d'exprimer leur préoccupation à propos de la situation à Timor. Il faudrait que plusieurs délégations gouvernementales, notamment européennes, s'expriment clairement durant la session 1989 de la Commission et appuient un projet de résolution demandant le respect des droits de l'homme dans ce territoire que les Nations Unies considèrent toujours sous administration portugaise.

■ LA SOUS-COMMISSION ET SES GROUPES DE TRAVAIL

Ces dernières années, la Commission a exprimé maintes critiques à l'encontre de sa **Sous-Commission**. La 40e session de la Sous-Commission, qui s'est tenue à Genève en août 1988, s'est fort bien déroulée (*); et nombre de préoccupations de la Commission ont été prises en considération. La crise financière des Nations Unies n'étant pas résolue, il serait important que la Commission tienne compte de ces améliorations, et, tout en précisant le rôle de la Sous-Commission,

adopte une résolution plus favorable à la poursuite de ses travaux. Dans ce débat, la position des délégations occidentales peut faire pencher la balance.

Le **Groupe de travail sur l'Esclavage**, avec son nouveau Président, l'expert norvégien Asbjørn EIDE, reprend vie. Il a passé le creux de la vague et a adopté un plan de travail pour les prochaines années. Dorénavant, le Groupe de travail aura à chaque session une attention particulière sur un aspect des formes modernes d'esclavage. Pour 1989, ce sera l'exploitation des enfants.

Le **Groupe de travail sur les Peuples Indigènes**, sous la présidence de l'experte grecque, Mme. Erica Irene DAES, a adopté un grand nombre de principes pour une déclaration sur les droits des peuples indigènes. Il a aussi adopté les grandes lignes d'une étude confiée à l'expert cubain, M. Miguel ALFONSO MARTINEZ, sur les traités. Le Groupe de travail demeure l'unique forum universel pour d'innombrables peuples indigènes. A propos de ces deux groupes de travail, la Commission devrait adopter des résolutions confirmant les mandats et encourageant leurs membres à poursuivre leurs efforts.

■ CONCLUSION

On le voit, les enjeux de la prochaine session de la Commission des Droits de l'Homme sont importants et nombreux. Le Service International pour les Droits de l'Homme en a décrit ci-dessus les principaux sur la base de nombreux rapports et appels qu'il a reçus ces derniers mois.

La Commission des Droits de l'Homme est composée d'Etats-membres. Bien des membres de ces **délégations gouvernementales** sont sincèrement soucieux de contribuer à l'amélioration des droits de l'homme dans le monde. Mais leur marge d'action est limitée. Sur bien des questions, les délégués gouvernementaux reçoivent des instructions précises, des **mandats impératifs**. Pour les ONG et les organisations droits de l'homme au plan régional, national et local, il s'agit donc **d'agir à l'avance**, de faire pression sur les Gouvernements des Etats-membres de la Commission, afin qu'ils accordent des mandats allant dans le sens des enjeux décrits ci-dessus.

Trop souvent, les ONG pensent qu'un discours devant la Commission des Droits de l'Homme peut changer les positions des délégués gouvernementaux. Lors de la Commission, c'est généralement trop tard. Les positions des Gouvernements étant davantage déterminées par les intérêts géopolitiques, économiques, voire stratégiques, que par les préoccupations pour les droits de l'homme, l'action des ONG doit se développer longtemps à l'avance.

La promotion du respect des droits de l'homme est une question de **stratégie**, et les ONG doivent penser à long-terme.

☐ Novembre 1988/is

(*) Le rapport analytique de cette 40e session de la Sous-Commission sera publié en janvier 1989 dans un numéro spécial de notre "Moniteurs Droits de l'Homme".

A VOTRE SERVICE DURANT LA COMMISSION

Chaque année, durant la session de la Commission des Droits de l'Homme, le Service International se met à la disposition des **ONG, des victimes et des témoins de violations des droits de l'homme**: services techniques (conseils), logistiques, voire matériels, auxquels depuis 1985 des centaines de personnes et d'ONG ont recours.

- le Service International organise durant les sessions des **réunions informelles d'ONG** sur des questions précises (thèmes, situations nationales, etc). Ces réunions informelles ont pour but de présenter et d'échanger des informations (souvent avec des témoins), d'inciter les ONG à constituer des coalitions pour coordonner leurs efforts durant la session.
- le Service International met son **Secrétariat** à la disposition de ces coalitions d'ONG pour préparer les dossiers, distribuer les documents aux délégués, contacter les capitales durant les débats.
- le Service International organise aussi des **petits-déjeuners** auxquels sont invités ONG, experts et délégués gouvernementaux pour des discussions informelles sur des questions particulières. Ces discussions permettent de définir une stratégie commune.
- le Service International organise aussi les **visites à Genève d'experts et de témoins** venus pour la première fois dans le but d'exposer une situation (rendez-vous avec les ONG, conférences de presse, appui pour la préparation des discours, etc).
- le Service International est aussi à disposition pour les **questions de logement**. Plusieurs familles accueillent des délégués non-gouvernementaux, en préférence ceux du "tiers-monde". Afin de mieux organiser ces questions de logement, le Service International a confié ce dossier à une organisation genevoise spécialement constituée dans ce but: **'Accueil Tiers-Monde'** (10, Rte. de Ferney, 1202 GENEVE, tel. 022 - 34-73-66) Secrétaire: M. Jacques VITTORI).
- le Service International publie aussi des rapports de la plupart des réunions et conférences "droits de l'homme" tenues à Genève.

Service International pour les Droits de l'Homme - 1
R. de Varembe, case postale 16, CH1211 Genève
20, tel 33 51 23 et 34 65 23

☐



CONVENTIONS DES NATIONS UNIES LES ORGANES DE SUPERVISION FONCTIONNENT-ILS ?

english version page 17

Adrien-C. Zoller

40 ans après la proclamation de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, le bilan des activités des Nations Unies pour promouvoir le respect des droits de l'homme est respectable. Nombre de déclarations ont précisé ces droits et plusieurs procédures et mécanismes ont été mis en place. Des conventions internationales ont créé plusieurs organes de contrôle, mais ceux-ci connaissent de sérieux problèmes de fonctionnement.

■ DEUX SORTES DE MÉCANISMES

Les droits proclamés dans la Déclaration universelle et précisés dans plusieurs déclarations sur des questions spécifiques ne constituent qu'une obligation morale pour les Etats. Les Nations Unies ont donc préparé des conventions internationales et les Etats qui les ont ratifiées se sont engagés formellement à les respecter. Ces mécanismes contractuels ont prévu la création d'organes de supervision (par exemple le Comité contre la Torture créé par la Convention contre la Torture), et les Etats-parties sont tenus de présenter des rapports périodiques sur la façon dont ils mettent en œuvre leurs engagements.

Les **procédures de contrôle** mises en place par la Commission des Droits de l'Homme et le Conseil Economique et Social (ECOSOC), eux, ne reposent pas sur le consentement des Etats, mais sur une décision, parfois majoritaires et non unanime, d'un organe des Nations-Unies. Ces procédures sont variées: procédure confidentielle, rapporteurs et représentants spéciaux (sur des pays, sur des thèmes), groupes de travail (sur les disparitions forcées par exemple). Elles peuvent concerner un Etat qui ne les aurait pas approuvées, et elles sont efficaces: exposés concrets de cas de violations, rapports annuels, les Etats y sont sensibles et, si ils refusent de coopérer, ils se mettent dans une position défavorable aux yeux de l'opinion.

■ UN SÉRIEUX DILEMME

Nombre d'experts soulignent toutefois la fragilité des procédures de contrôle de la Commission: il suffit que la Commission, dans sa résolution annuelle, ne prolonge pas le mandat de tel

ou tel rapporteur pour que la procédure soit supprimée. On l'a vu en 1987 à propos du Guatemala. Il n'en va pas de même pour les conventions, les mécanismes contractuels ne pouvant être supprimés par un simple vote. Tout au plus l'Etat peut-il dénoncer une convention et renoncer ainsi à son engagement, mais alors sa réputation en prend un méchant coup.

C'est là tout le dilemme dans la construction d'un système international de contrôle: **faut-il multiplier les conventions**, qui apparaissent plus solides, **ou renforcer les procédures de l'ONU**, notamment de la Commission des Droits de l'Homme? La question se pose présentement pour plusieurs questions spécifiques, l'intolérance religieuse et les disparitions forcées notamment. Les défenseurs des droits de l'homme sont partagés à ce propos.

Dans ce débat, bien des observateurs soulignent que les décisions de la Commission des Droits de l'Homme, de sa Sous-Commission, de ses Groupes de travail, et celles de l'ECOSOC sont dictées par des **motifs politiques, économiques, voire stratégiques**, et non en fonction de la situation réelle des droits de l'homme dans telle ou telle région. Cela est indéniable. La meilleure illustration en est le fait que la Commission des Droits de l'Homme continue d'ignorer nombre de situations à propos desquelles elle a pourtant reçu une abondante documentation absolument fiable attestant de violations graves et massives. Que l'on pense à l'Erythrée, au Kurdistan, au Timor, au Tibet, au Pérou, aux Philippines! Les organes de supervision des conventions étant composés d'experts indépendants, ces observateurs estiment que les Comités sont moins politisés et donc plus efficaces pour la protection des droits de l'homme.

Les choses ne sont toutefois pas aussi simples. Les Conventions sont adoptées au terme d'un long processus de négociations qui aboutit trop souvent à la définition du **plus petit dénominateur commun**. Sur une question spécifique, une Convention peut ainsi être en deçà d'une procédure existante au sein de la Commission des Droits de l'Homme. Par ailleurs, la **majorité des Etats-membres des Nations-Unies n'ont pas ratifié les conventions internationales**. Les organes de supervision ne peuvent ainsi se pencher que sur un nombre restreint de violations graves et massives des droits de l'homme. Enfin, les organes de supervision connaissent bien des difficultés de fonctionnement.

■ LES ORGANES DE SUPERVISION

Jusqu'à présent, six organes de supervision ont été mis en place par des conventions préparées par les Nations-Unies:

- le **Comité des Droits de l'Homme** (Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 18 membres, réunions à New York et à Genève).
- le **Comité des Droits Economiques, Sociaux et Culturels** (Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 18 membres, le Comité est un organe de l'ECOSOC, Genève).
- le **Comité pour l'Elimination de la Discrimination Raciale** (Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, 18 membres, Genève).